

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE  
CLOS LE 31 DECEMBRE 2025**



SARL au capital de 10 000 € inscrite  
sur la liste nationale des commissaires aux comptes,  
rattachée à la CRCC des Hauts-de-France

999, avenue de la République  
59700 Marcq-en-Barœul  
Tel : 03.20.82.10.94

[contact@septentrionaudit.fr](mailto:contact@septentrionaudit.fr)  
[www.septentrionaudit.fr](http://www.septentrionaudit.fr)

**GIP A.G.I.R.E**  
**du Val de Marque**

**Parvis Berthelot**

**59510 HEM**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**  
**SUR LES COMPTES ANNUELS**  
**EXERCICE CLOS LE 31/12/2025**

Aux membres,

**I. Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **GIP AGIRE du Val de Marque** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du groupement à la fin de cet exercice.

## II. Fondement de l'opinion

### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

## III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels au § « Principes et méthodes comptables ».

## IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Nous avons apprécié :

- le caractère raisonnable des modalités de calcul des provisions de fin de plan et de fin de carrière,
- le traitement en fonds dédiés des actions Etat CPO Mission Locale en fonction des dates d'entrées des jeunes dans le dispositif,
- la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices en ce qui concerne les subventions et les charges.

Nous avons veillé, au titre de la première année d'application, au respect du nouveau règlement comptable, notamment au titre du reclassement des transferts de charges, des éléments exceptionnels, et des nouvelles informations devant figurer dans l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **V. Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## **VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du groupement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le groupement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre groupement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.



En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du groupement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

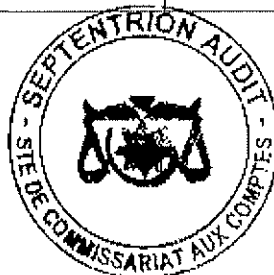
Fait à Marcq-en-Barœul, le 29/05/2026

**SEPTENTRION AUDIT**  
**I. DUPONT**  
Commissaire aux Comptes  
Gérante Associée



GIP Agire Val de Marque

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires <sup>(1)</sup>	16 428	2 204	14 223	
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL		16 428	2 204	14 223	
Immobilisations corporelles	Terrains				
	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	183 158	91 457	91 701	76 744
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
TOTAL		183 158	91 457	91 701	76 744
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	5 099		5 099	5 099
	Autres immobilisations financières	29 455		29 455	29 455
TOTAL		34 555		34 555	34 555
Total (II)		234 141	93 661	140 480	111 299
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	1 478 865		1 478 865	1 846 295
	Charges constatées d'avance	34 235		34 235	13 175
TOTAL		1 513 100		1 513 100	1 859 470
Divers	Instruments financiers à terme et jetons détenus	14 239		14 239	13 980
	Disponibilités	289 052		289 052	382 718
Total (III)		1 816 392		1 816 392	2 256 169
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		2 050 534	93 661	1 956 872	2 367 469
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				





Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	<b>Réserves</b>		
	Réserves statutaires ou contractuelles	1 126 365	1 097 954
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves		
	Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice		-271 324	28 410
Situation nette (sous-total)		<b>855 040</b>	<b>1 126 365</b>
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	22 594	19 095
	Provisions réglementées		
Total (I)		<b>877 635</b>	<b>1 145 461</b>
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total (I bis)			
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	243 170	194 783
Total (II)		<b>243 170</b>	<b>194 783</b>
Provisions	Provisions pour risques	121 815	118 425
	Provisions pour charges	130 045	118 917
Total (III)		<b>251 861</b>	<b>237 342</b>
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>		
	Emprunts et dettes financières diverses <sup>(2)</sup>		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	172 621	136 735
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	375 502	417 461
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		3 670
	Autres dettes	4 264	4 289
	Produits constatés d'avance	31 818	227 724
Total (IV)		<b>584 205</b>	<b>789 881</b>
Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)			
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		<b>1 956 872</b>	<b>2 367 469</b>
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

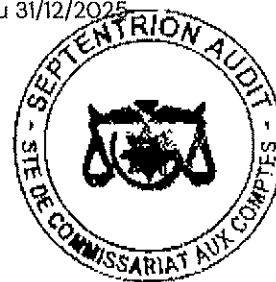


		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	<b>Ventes de biens et services</b>		
	Ventes de biens	22 459	
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	<b>Produits de tiers financeurs</b>		
	Concours publics et subventions d'exploitation	2 478 027	2 394 938
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
	Ressources liées à la générosité du public		
	<i>Dons manuels</i>		
	<i>Mécénats</i>		
	<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	25 574	130 168
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés	194 783	368 054
	Autres produits	12 803	2
	<b>Total des produits d'exploitation (I)</b>	<b>2 733 648</b>	<b>2 893 163</b>
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	549 031	567 066
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	136 881	134 945
	Salaires	1 315 083	1 293 729
	Cotisations sociales	626 378	525 781
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	36 978	37 265
	Dotations aux provisions	40 093	16 017
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés	243 170	194 783
	Autres charges	57 580	2
	<b>Total des charges d'exploitation (II)</b>	<b>3 005 197</b>	<b>2 769 592</b>
	<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-271 549</b>	<b>123 571</b>
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	264	
	Autres intérêts et produits assimilés		257
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	<b>Total des produits financiers (III)</b>	<b>264</b>	<b>257</b>
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	<b>Total des charges financières (IV)</b>		
	<b>2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>264</b>	<b>257</b>
	<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)</b>	<b>-271 284</b>	<b>123 829</b>



		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		6 986
Charges exceptionnelles (VI)	Total		24 813
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>			<b>-17 827</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)	40		39
<b>Total des produits (I + III + V)</b>		<b>2 733 912</b>	<b>2 922 438</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>		<b>3 005 237</b>	<b>2 894 027</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT</b>		<b>-271 324</b>	<b>28 410</b>
<b>Évaluation des contributions volontaires en nature</b>			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		57 769	59 092
Bénévolat			
<b>TOTAL</b>		<b>57 769</b>	<b>59 092</b>
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		57 769	59 092
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
<b>TOTAL</b>		<b>57 769</b>	<b>59 092</b>





## 1 Objet social

Le groupement d'intérêt public (GIP) a pour objet de favoriser une cohérence, une lisibilité et une efficience accrues de la politique locale de l'emploi, de la formation, de l'insertion en lien avec le développement économique sur le territoire.

Notre entité a pour objet :

- 1- En application des articles L 5313-1 à L 5313-5, R 5313-3 et R 5313-8 du code du travail, issu de l'article de la Loi n°2005-32 de janvier 2005 dite Loi de cohésion sociale, et de l'arrêté du 21 décembre 2009 portant nouveau cahier des charges des maisons de l'emploi (MDE) et l'arrêté du 18 décembre 2013 de mettre en application le susdit cahier des charges et notamment :

- a. Participer à l'anticipation des mutations économiques ;
- b. Contribuer au développement local de l'emploi.

À cet effet, elle met en œuvre une concertation, une programmation partagée et une coordination autour du Service Public de l'emploi local, des actions des différents intervenants locaux et notamment des outils communaux.

En outre, le GIP peut être amenée à porter des actions communes à l'ensemble des Maisons de l'emploi du bassin d'emploi, voire de la métropole lilloise, en accord avec elles.

- 2- D'être le support juridique du Plan Local Pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) du Val de Marque sur le territoire des communes de Croix, Forest sur Marque, Hem, Lannoy, Leers, Lys lez Lannoy, Sailly-lez-Lannoy, Toufflers et Wasquehal, de participer à sa mise en œuvre et d'en assurer sa gestion.
- 3- Le GIP a également pour but de promouvoir et d'organiser l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, soit directement soit par l'intermédiaire d'organismes existants. Ainsi que d'entreprendre toutes actions qui peuvent contribuer au développement local de l'emploi et à l'amélioration, des services sociaux.

## 2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

Éclairer  
Entreprendre  
Réussir

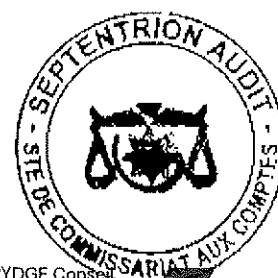
- 1- Dans le cadre de l'activité MDE: l'article L. 5313-1 du code du travail précise les missions des maisons de l'emploi en affirmant le rôle de fédérateur de l'action des partenaires publics et privés, en particulier en permettant l'association des collectivités territoriales à la mise en œuvre des politiques de l'emploi au niveau local. Les maisons de l'emploi s'inscrivent ainsi pleinement dans la volonté d'ancrer le service public de l'emploi dans les territoires. Un accent tout particulier est mis sur les problématiques de diagnostic partagé, l'observation du marché de l'emploi et d'anticipation des mutations économiques. La maison de l'emploi est fondée sur l'adhésion de chacun des acteurs concernés. Elle respecte l'identité de chaque partenaire, reconnaît leur responsabilité commune et les rassemble dans l'action.
- 2- Dans le cadre du dispositif PLIE, le GIP aura principalement pour mission :
  - De réunir les acteurs .et opérateurs locaux concernés autour d'objectifs qualitatifs et quantitatifs d'accès de personnes « en difficulté » à un emploi durable, en organisant pour ces personnes des parcours d'insertion professionnelle individualisés avec un accompagnement renforcé assuré par des référents spécialisés ;
  - D'assurer l'ingénierie technique et financière des actions et des dispositifs locaux contribuant soit au retour à l'emploi de leurs bénéficiaires puis à leur maintien pendant au moins 6 mois, soit à l'accès à une formation qualifiante.
- 3- Dans le cadre des fonctions de types Mission locale en faveur des personnes jeunes ou adultes :
  - Elle aidera ces personnes à construire un parcours d'insertion sociale et professionnelle, assurera le suivi de son application et sera le relais entre ces personnes et les organismes compétents,
  - Elle contribuera au développement et à la coordination d'actions, d'initiatives, d'associations et de structures répondant aux besoins des personnes précitées,
  - Elle assurera une fonction d'information sur les formations en direction du public et des acteurs des dispositifs d'insertion,
  - Elle participera à toutes initiatives susceptibles de concourir à titre principal ou non au but recherché,
  - Elle s'assurera la jouissance et la disposition de tous les biens meubles et immeubles nécessaires pour la réalisation du but recherché.

### 3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par l'entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Ressources humaines

Éclairer  
Entreprendre  
Réussir



© RYDGE Conseil

- / Le GIP emploie 47 salariés afin de mener à bien les actions à mettre en œuvre sur la Mission Locale, le PLIE et la Maison de l'emploi.

## 4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

### 4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Le site de Croix a fait l'objet d'un déménagement en janvier 2025. À la suite de ce départ, un litige est survenu concernant les travaux de remise en état demandés par le bailleur. Dans ce contexte, une provision de 15 K€ a été comptabilisée.
- La subvention de l'Etat pour la CPO a diminué de 75 K€.
- Des pertes sur subventions concernant les exercices antérieurs ont été comptabilisées pour 51 K€.

### 4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

## 5 Principes et méthodes comptables

### 5.1 Principes généraux

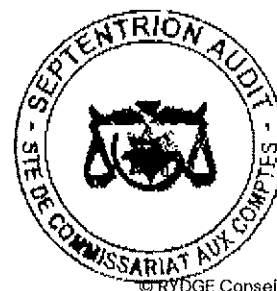
Le règlement ANC 2022-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2022-06 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

Éclairer  
Entreprendre  
Réussir





## 5.1.1 Changement de réglementation comptable

### — Première application du règlement ANC N° 2022-06

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements de présentation :

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne comparative "Exercice N-1".

### — Au niveau du compte de résultat

- / Les **transferts de charges** précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions ». Leur montant global s'élève à 96 574 € et concerne les opérations suivantes : refacturation de charges locatives, aides service civique, alternance et CUI, remboursements de prévoyance, remboursements Uniformalion, remboursements de l'UNML et remboursements assurance.

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

- / Refacturation de charges locatives : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 22 459 € au compte 7088 « Refacturation aux locataires »
- / Aide alternance : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 23 500 € au compte 7418 « Remboursements ASP apprentis »
- / Aides CUI : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 1 890 € au compte 74183 « Subvention CUI »
- / Remboursements de prévoyance : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 46 037 € au compte 64911 « Remboursements Humanis IJ prévoyance »



- / Remboursements de formations : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 9 946 € au compte 62927 « Remboursements Uniformation »
- / Remboursements service civique : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 1 980 € au compte 61917 « Remboursements Etat service civique »
- / Remboursements de l'UNML : sont en 2025 comptabilisés pour un montant de 5 094 € au compte 62951 « Remboursements UNML sur déplacements »

- / Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment présentés en produits exceptionnels sur la ligne opérations en capital sont regroupés dans la colonne N-1 sur la ligne « Produits exceptionnels » pour un montant de 6 986 €

#### — Au niveau du bilan

- / Les charges constatées d'avance s'élevaient à 13 175 € au titre de 2024 et étaient présentées sur une ligne séparée de l'actif. Dans la colonne N-1 les charges constatées d'avance ont été reclassées dans la rubrique « Créances ».

Les charges constatées d'avance au titre de 2025 s'élèvent à 34 235 € et sont présentées dans la rubrique « Créances ».

#### 5.1.2 Changement d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

#### 5.1.3 Corrections d'erreur

Notre entité n'a comptabilisé aucune correction d'erreur significative.

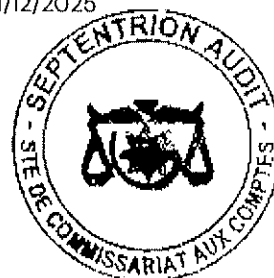


#### 5.2 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;



## 6 Informations relatives aux postes du bilan

### 6.1 Actif immobilisé

#### 6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 186 €	16 428 €	7 186 €	16 428 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 186 €</b>	<b>16 428 €</b>	<b>7 186 €</b>	<b>16 428 €</b>
Constructions	- €	- €	- €	- €
Install. techniques, matériel, outillage	260 076 €	49 660 €	126 578 €	183 159 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>260 076 €</b>	<b>49 660 €</b>	<b>126 578 €</b>	<b>183 159 €</b>
Participations et créances rattachées	5 099 €	- €	- €	5 099 €
Autres immobilisations financières	29 456 €	- €	- €	29 456 €
<b>Total Immobilisations financières</b>	<b>34 555 €</b>	<b>- €</b>	<b>- €</b>	<b>34 555 €</b>
<b>Total</b>	<b>301 817 €</b>	<b>66 088 €</b>	<b>133 763 €</b>	<b>234 142 €</b>

#### 6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	7 186 €	2 204 €	7 186 €	2 204 €
<b>Total Immobilisations incorporelles</b>	<b>7 186 €</b>	<b>2 204 €</b>	<b>7 186 €</b>	<b>2 204 €</b>
Constructions	- €	- €	- €	- €
Install. techniques, matériel, outillage	183 332 €	34 774 €	126 649 €	91 457 €
<b>Total Immobilisations corporelles</b>	<b>183 332 €</b>	<b>34 774 €</b>	<b>126 649 €</b>	<b>91 457 €</b>
<b>Total</b>	<b>190 517 €</b>	<b>36 979 €</b>	<b>133 834 €</b>	<b>93 662 €</b>



## 6.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

### 6.1.3.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice correspondent à des licences informatiques pour 16,4 K€.

Les sorties correspondent à la mise au rebut des logiciels qui ne sont plus utilisés pour 7,2 K€.

### 6.1.3.2 Modalités d'amortissements

Pour les immobilisations incorporelles non amortissables, il est constaté une provision pour dépréciation lorsque la valeur de réalisation à la clôture de l'exercice est inférieure à son prix d'achat.

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Logiciels	Linéaire	1 à 3 ans

## 6.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

### 6.1.4.1 Principaux mouvements

Les principaux investissements réalisés au cours de l'exercice correspondent à :



- Installations générales : 3,8 K€
- Matériel de bureau et informatique : 18,5 K€
- Mobilier : 27,3 K€

## 6.1.4.2 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Durée
Installations techniques	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	2 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	5 à 10 ans

## 6.1.5 Immobilisations financières

Catégories d'immobilisations	Montant Net	
	31/12/2025	31/12/2024
Prêts participatifs	5 099 €	5 099 €
Dépôts et cautionnements	29 456 €	29 456 €
<b>TOTAL</b>	<b>34 555 €</b>	<b>34 555 €</b>

## 6.2 Actif circulant

### 6.2.1 Stocks et en cours

Non applicable

### 6.2.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>	<b>34 555 €</b>	<b>10 679 €</b>	<b>23 876 €</b>
Prêts	5 099 €		5 099 €
Autres	29 456 €	10 679 €	18 777 €
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>1 478 865 €</b>	<b>1 478 865 €</b>	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Personnel et comptes rattachés	333 €	333 €	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 391 €	14 391 €	
Etat et autres collectivités publiques	1 420 970 €	1 420 970 €	
Débiteurs divers	43 172 €	43 172 €	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>34 235 €</b>	<b>34 235 €</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>1 547 656 €</b>	<b>1 523 779 €</b>	<b>23 876 €</b>



## 6.2.2.1 Charges constatées d'avance et écart de conversion actif

Les charges constatées d'avance significatives s'élèvent à 34 235 € et concernent des charges d'exploitation.

## 6.2.2.2 Produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant brut
Intérêts courus	0 €
Clients	0 €
Factures à établir	0 €
<b>Autres produits</b>	<b>1 395 684 €</b>
Avoirs à recevoir	0 €
Personnel	0 €
Organismes sociaux	0 €
Etat et collectivités publiques	1 365 964 €
Autres produits à recevoir	29 720 €
<b>TOTAL</b>	<b>1 395 684 €</b>



## 6.2.2.2.1 Produits à recevoir – Etat et autres collectivités publiques

	Montant brut				Degré d'exigibilité de l'actif		
	Créances au titre de la Mission Locale (1)	Créances au titre de la Maison de l'Emploi (2)	Créances au titre du PLIE (3)	Total (1) + (2) + (3)	Échéances à moins d'1 an	à plus d'1 an	à plus de 5 ans
FSE + - Retour vers l'emploi - 2022-2025	318 173			318 173	318 173		
FSE + - GPEC-T - 2022-2025		66 228		66 228	66 228		
FSE + - Animation 2023-2024			65 621	65 621	65 621		
FSE + - Parcours et Médiation - 2022-2024			81 692	81 692	81 692		
FSE + - Animation 2025			121 613	121 613	121 613		
FSE + - Parcours et Médiation - 2025			102 314	102 314	102 314		
Etat - CEJ - 2025	328 350			328 350	328 350		
Conseil Régional - CPO - 2024 -2025	131 987			131 987	131 987		
Conseil Régional - DAE - 2025			39 200	39 200	39 200		
Département - 2025			9 450	9 450	9 450		
Métropole Européenne de Lille - Secrétariat FMAJ - 2025	9 145			9 145	9 145		
Métropole Européenne de Lille - GPEC-T - 2025		8 000		8 000	8 000		
Métropole Européenne de Lille - Facilitateur Clauses - 2025		3 000		3 000	3 000		
Métropole Européenne de Lille - via Lille Avenirs - FIJeM - 2025-2026	- 507			- 507	- 507		
Métropole Européenne de Lille - via MELT - FIJeM - 2025-2026	50 000			50 000	50 000		
Métropole Européenne de Lille - Métiers de l'autonomie - 2022-2023		3 500		3 500	3 500		
Commune de Wasquehal - 2020	20 571	1 871	4 675	27 117	27 117		
France Travail - avenir pro 2024	1 080			1 080	1 080		
<b>Total</b>	<b>858 799</b>	<b>82 699</b>	<b>424 566</b>	<b>1 365 964</b>	<b>1 365 964</b>	-	-

## 6.3 Fonds propres

### 6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					- €
Réserves	1 097 955 €	28 411 €			1 126 366 €
Report à nouveau					- €
Résultat de l'exercice	28 411 €	- 28 411 €	- 271 325 €		- 271 325 €
<b>Situation nette</b>	<b>1 126 366 €</b>	<b>0 €</b>	<b>- 271 325 €</b>	<b>0 €</b>	<b>855 041 €</b>
Subventions d'investissement	19 095 €		13 758 €	10 259 €	22 594 €
<b>Total</b>	<b>1 145 461 €</b>	<b>0 €</b>	<b>- 257 567 €</b>	<b>10 259 €</b>	<b>877 635 €</b>



## 6.3.2 Subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
	Montant Global	Augmentation	Diminution	Montant Global
Montant Nominal	26 843 €	13 758 €		40 601 €
Quote-part virée au résultat	7 748 €	10 259 €		18 007 €
<b>Montant net en fonds propres</b>	<b>19 095 €</b>	<b>3 499 €</b>	<b>- €</b>	<b>22 594 €</b>

## 6.4 Fonds dédiés

Fonds Dédiés	Solde à l'ouverture	Variation de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
	Montant Global	Augmentation	Diminution	Montant Global	
Etat - CEJ	194 784 €	243 171 €	194 784 €	243 171 €	
<b>TOTAL</b>	<b>194 784 €</b>	<b>243 171 €</b>	<b>194 784 €</b>	<b>243 171 €</b>	<b>- €</b>

Au 31 décembre 2025, la subvention Etat relative au financement de l'accompagnement " Contrat Engagement Jeune" est 100% méritée compte tenu de l'atteinte des objectifs prévus à la convention. Toutefois, la quote-part de la subvention estimée au financement de l'accompagnement en 2026 pour des jeunes entrés en 2025 a été reportée en fonds dédiés. Ce report en fonds dédiés s'inscrit dans un principe de prudence afin de provisionner la ressource nécessaire à la fin de l'accompagnement des jeunes quand bien même le dispositif serait amené à être arrêté au 31/12 de l'exercice dans le cadre d'un changement de politique publique.



## 6.5 Tableaux de variation des provisions pour risques et charges

	Situations et mouvements (b)			
	A	B	C	D
Rubriques (a)	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice (c)
Provisions pour risques	118 426 €	28 629 €	25 239 €	121 815 €
Provisions pour charges	118 917 €	11 464 €	335 €	130 046 €
<b>Total</b>	<b>237 343 €</b>	<b>40 093 €</b>	<b>25 575 €</b>	<b>251 861 €</b>

- Les hypothèses retenues pour la valorisation de la provision d'indemnités de départ à la retraite à la clôture sont :
  - / Un taux d'actualisation de 3,85%
  - / Un taux de charges de 50% pour les cadres
  - / Un taux de charges de 50% pour les non-cadres
  - / Un taux d'évolution des salaires moyen de 2 %
  - / Un âge de départ à la retraite de 67 ans



## 6.6 Dettes

### 6.6.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à 1 an au plus	Echéances à plus 1 an et 5 ans au plus	Echéances à plus 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
à 1 an au maximum à l'origine				
à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	0 €	0 €		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	172 621 €	172 621 €		
Personnel et comptes rattachés	155 511 €	155 511 €		
Sécurité sociale et autres organismes	170 457 €	170 457 €		
Etat et autres collectivités publiques	49 534 €	49 534 €		
Autres dettes	4 264 €	4 264 €		
Produits constatés d'avance	31 818 €	31 818 €		
<b>TOTAL</b>	<b>584 206 €</b>	<b>584 206 €</b>		



### 6.6.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
<b>Fournisseurs</b>	<b>95 121 €</b>
Factures non parvenues	95 121 €
RRR à accorder et autres avoirs	0 €
<b>Congés payés et RTT</b>	<b>235 448 €</b>
Congés provisionnés	155 410 €
Charges sociales sur congés payés	64 676 €
Charges fiscales sur congés payés	15 362 €
<b>Autres dettes fiscales et sociales</b>	<b>141 €</b>
Personnel	101 €
Organismes sociaux	0 €
Etat	40 €
<b>Autres dettes</b>	<b>3 986 €</b>
<b>Intérêts courus</b>	<b>0 €</b>
Emprunts et dettes assimilés	0 €
Concours bancaires courants	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>334 696 €</b>

Éclairer  
Entreprendre  
Réussir

## 6.6.3 Produits constatés d'avance

Libellé	Montant au début de l'exercice	Montant en fin d'exercice
Subvention FSE+ - GPEC-T	66 228 €	0 €
Subvention FSE+ - Repérer pour agir	7 105 €	0 €
Subvention FSE+ - Retour vers l'emploi	131 124 €	0 €
Subvention FIJEM - accroche toi à ton avenir	3 267 €	0 €
Subvention FIJEM - chantiers éducatifs	20 000 €	31 818 €
<b>TOTAL</b>	<b>227 724 €</b>	<b>31 818 €</b>

## 7 Informations relatives au Compte de résultat

### 7.1 Produits du compte de résultat d'exploitation

Montant	2025
Ventes de biens	22 459 €
Concours publics et subventions d'exploitation	2 478 027 €
Reprises sur amort. Dépr. Prov. Et transferts de charges	25 575 €
Utilisations des fonds dédiés	194 784 €
Autres produits	12 804 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 733 648 €</b>





— Dont détail des concours publics et subventions :

Montant	2025
FSE	570 465 €
État	993 961 €
Région	104 425 €
Département	31 500 €
Métropole Européenne de Lille	105 594 €
Villes	565 347 €
Pôle Emploi	62 392 €
Politique de la Ville	5 000 €
ASP Apprenti	23 500 €
ASP CUI	1 890 €
Taxe d'apprentissage	3 694 €
Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	10 259 €
Autres	0 €
<b>TOTAL</b>	<b>2 478 027 €</b>



Les reprises de provisions sont essentiellement composées de reprise sur provision pour risques pour 25 K€.

## 7.2 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Montant N-1	Montant N
Mise à disposition de personnel		
Mise à disposition de locaux	59 092 €	57 769 €
<b>TOTAL</b>	<b>59 092 €</b>	<b>57 769 €</b>

Ces contributions correspondent à :

- La mise à disposition gratuite des locaux occupés à Hem (siège) par la ville de Hem pour 54 K€
- La mise à disposition gratuite des locaux occupés à Wasquehal (MJC) par la ville de Wasquehal pour 4 K€.



## 8 Autres Informations

### 8.1 Informations relatives aux dirigeants

L'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif prévoit notamment la publication dans le compte financier de la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Une réponse ministérielle du 28 février 2008 précise que les informations ne doivent pas être individualisées par personne physique. En effet, cela reviendrait à divulguer la rémunération de certains salariés, informations considérées comme confidentielles.

### 8.2 Effectifs

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	6
Non Cadres	31
Total	37

### 8.3 Engagement hors bilan

Néant

## 8.4 Honoraires du Commissaire aux Comptes

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	13 200 TTC
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	13 200 TTC

